

17 novembre 2020

« OUVRIR OU NOUS FAIRE MOURIR, IL FAUT CHOISIR »

**LE CONSEIL DU COMMERCE DE FRANCE ET SES FEDERATIONS LANCENT UN APPEL AU PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE POUR UNE REOUVERTURE TOTALE LE 27 NOVEMBRE**

Le Conseil du Commerce de France et ses fédérations lancent une campagne de mobilisation et saisissent le Président de la République dans une lettre ouverte, afin d'obtenir la réouverture totale des commerces le 27 novembre.

Face à la situation catastrophique des commerces impactés de plein fouet par l'arrêt de l'activité des commerces, le CdCF tire cette semaine la sonnette d'alarme et lance une campagne visant à faire réagir les pouvoirs publics.

Pour rendre cette réouverture possible, le CdCF et ses fédérations sont prêts à améliorer encore leurs protocoles sanitaires notamment en réduisant la capacité d'accueil en magasin. Et ce alors même qu'aucun cluster n'a pu être démontré dans les commerces depuis le déconfinement. Le CdCF rappelle en outre l'engagement sans faille des commerçants depuis le premier confinement pour faire respecter les règles, pour faire reculer la pandémie et accompagner les priorités de santé publique.

**Le 27 novembre, un tournant crucial**

Le CdCF demande officiellement la suppression du principe d'une clause de revoyure, synonyme d'incertitude totale pour les commerces fermés.

Il demande ainsi une réouverture de tous les commerces au 27 novembre, en s'appuyant sur deux faits clés :

- Cela permettra aux Français de disposer d'un week-end de plus pour réaliser leurs achats de Noël et donc de mieux répartir les flux à l'approche des fêtes de fin d'année ;
- Cela permettra aux points de vente physiques de mettre en place et de participer à l'opération commerciale du Black Friday, que les pouvoirs publics ne pourront interdire et qui se tiendra donc, sous ce label ou sous un autre, sur Internet comme dans les enseignes restées ouvertes. Si les commerces devaient rester fermés, le Black Friday signifierait une perte conséquente du chiffre d'affaires.

Une réouverture permettrait de réduire les pertes de chiffre d'affaires de novembre.

Le CdCF souligne la nécessité d'agir vite, très vite : « *ouvrir ou nous faire mourir, il faut choisir* » n'est pas qu'un slogan mais c'est une réalité, comme le soulignent aujourd'hui les chiffres disponibles quant à l'état de situation des commerçants actuellement fermés (voir encadré ci-après).

**Focus : les chiffres prévisionnels du second confinement pour le commerce actuellement fermé** (secteurs fermés au public uniquement. Les chiffres sont mécaniquement plus élevés si on inclut les secteurs ouverts)

**Pour novembre**

Perte de CA (HT) novembre\* : **8,9 Mds €**

Perte de TVA : **1,8 Mds €**

Estimation besoin de trésorerie : **5,8 Mds €**

\*en considérant que 10% du CA de novembre réalisé en ligne – prévision identique pour décembre

70 % des salariés sont au chômage partiel

**Pour décembre**

Perte de CA (HT) décembre : **12,3 Mds €**

Perte de TVA : **2,5 Mds €**

Estimation besoin de trésorerie : **8 Mds €**

Estimation besoin de trésorerie si fermeture novembre et décembre : **13,8 Mds €**

**Risques de fermetures de commerces : 20 335** points de vente

**Risque de suppression d'emploi : 95 500** salariés.

Source: Insee (base Esane 2018 et INSEE FOCUS n °170 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4253935>), DARES, traitement CdCF

**Contact presse :**

Corinne Chautemps - 06 21 01 69 97

*\*A propos du Conseil du Commerce de France : Le [Conseil du Commerce de France](#) est une association qui regroupe une trentaine de [fédérations professionnelles](#). Il représente le commerce dans toute sa diversité et rassemble aussi bien les commerces indépendants ou franchisés, que le commerce associé ou la grande distribution intégrée, de tous secteurs : équipement de la personne, équipement de la maison, alimentation... Il est l'expression de toutes les formes de distribution : commerces de proximité, centres commerciaux, e-commerce. Il représente 70% des emplois d'un secteur dans lequel travaillent 3,6 millions de personnes. Le CdCF est présidé depuis le 7 juin 2016 par William Koeberlé.*